



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

restructuration

Question écrite n° 69074

Texte de la question

M. Marc Dumoulin attire l'attention de M. le ministre de la défense sur les problèmes de sécurité en milieu rural. En effet, le bilan de la délinquance établi par les services de gendarmerie pour le premier semestre 2001 s'avère, dans maints départements, tout à la fois en hausse par rapport à la période équivalente de l'année dernière, et globalement plus défavorable que celui recensé en zones urbaines, c'est-à-dire sous compétence « police ». On assiste notamment, compte tenu des efforts particuliers mis en oeuvre dans les villes et leurs banlieues difficiles, à un phénomène de transfert de la délinquance vers les secteurs péri-urbains, voire même au-delà pour ce qui concerne les territoires à forte attractivité touristique, à l'exemple du vignoble alsacien. Les préoccupations exprimées par les élus locaux rejoignent d'ailleurs, ici, celles des personnels de gendarmerie eux-mêmes qui réclament, tous, davantage de moyens, tant humains que matériels, pour renforcer les capacités opérationnelles des brigades rurales. Aussi, il lui demande quelles mesures concrètes le Gouvernement entend prendre afin de se donner enfin les moyens de répondre, dans les meilleures conditions qualitatives et quantitatives, aux attentes des gendarmes de voir améliorées leurs conditions de travail et à celles des populations rurales - et de leurs élus - de pouvoir bénéficier d'un plein et entier service public de sécurité de proximité.

Texte de la réponse

La ferme volonté du Gouvernement d'assurer l'égalité de chaque citoyen devant le droit à la sécurité impose de rechercher une juste adéquation des moyens au besoin de sécurité de la population par le déploiement des effectifs disponibles en fonction des réalités de la délinquance. Dans cette perspective, et conformément aux décisions du conseil de sécurité intérieure du 27 janvier 1999, la gendarmerie renforce ses effectifs dans les départements connaissant une très forte délinquance, notamment en milieu périurbain. En fonction de la gravité et de la multiplicité des infractions qui y sont constatées, ce renforcement doit être réalisé en majeure partie avec des professionnels de la sécurité publique, à savoir des officiers et des sous-officiers de gendarmerie. Hormis d'autres mesures d'optimisation d'effectifs, cette politique a conduit la gendarmerie à transférer une partie de ses effectifs professionnels des secteurs les moins touchés par la délinquance vers les zones les plus exposées, en les remplaçant par des gendarmes adjoints. Ces volontaires bénéficient d'une formation plus longue et plus complète que celle dispensée aux appelés du contingent (gendarmes auxiliaires) qu'ils remplacent. Titulaires de la qualification d'agent de police judiciaire adjoint, ils présentent une compétence nettement plus étendue que leurs prédécesseurs, laquelle est enrichie par un temps de service plus long dans les unités (cinq ans au maximum). Ils sont donc en mesure d'assurer un bon niveau d'accomplissement des missions élémentaires de la gendarmerie nationale. Le recours aux volontaires permet de densifier le dispositif de la gendarmerie dans les secteurs sensibles, sans porter préjudice à l'exécution du service dans les zones rurales faiblement touchées par la délinquance et pour lesquelles le principe du maillage territorial à raison d'une brigade de gendarmerie par canton en zone rurale est réaffirmé. En tout état de cause, les éventuelles modifications du dispositif actuel de la gendarmerie dans les zones rurales ne sauraient se traduire par un affaiblissement de la sécurité dans les campagnes. Par ailleurs, en plus du plan de recrutement exceptionnel

lancé en 2000 et renforcé en 2002, le ministre de la défense a annoncé, le 8 décembre dernier, le recrutement de 4 300 militaires supplémentaires, portant à 6 000 le total des créations de postes entre 2000 et 2005. Des mesures techniques concernant notamment les modalités de formation permettront de dégager des effectifs immédiatement. Ces effectifs seront affectés prioritairement dans les brigades territoriales dont les charges sont les plus fortes. Le plan d'équipement de protection individuelle des gendarmes sera renforcé afin de permettre l'acquisition de 50 000 gilets pare-balles et les véhicules ayant plus de 8 ans ou comptant plus de 150 000 kilomètres devraient être réformés en 2003. Avant la fin 2002, toutes les unités de la gendarmerie départementale seront dotées d'un ordinateur pour deux personnes. De plus, 653 télécopieurs ont été installés dans les unités les plus chargées ainsi que 8 015 téléphones portables dans les unités élémentaires. Enfin, une nouvelle organisation du service de la gendarmerie départementale vient d'être mise en oeuvre. Reposant sur la concentration de l'activité de plusieurs unités au sein d'un même secteur, elle permet de mutualiser les moyens et d'optimiser la coordination des actions pour améliorer encore la protection des personnes et des biens dans les secteurs considérés.

Données clés

Auteur : [M. Marc Dumoulin](#)

Circonscription : Haut-Rhin (2^e circonscription) - Députés n'appartenant à aucun groupe

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 69074

Rubrique : Gendarmerie

Ministère interrogé : défense

Ministère attributaire : défense

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 novembre 2001, page 6557

Réponse publiée le : 18 février 2002, page 906